

# Est-ce la fin des tâtonnements ?

Est-il vraiment passé le temps des grandes théories sur le développement industriel du pays, des grandes envolées sur les pôles de compétitivité, des organisations compliquées du tissu industriel. Est-il vraiment passé le temps des hésitations, des va-et-vient entre primat au secteur public un jour, appel à l'investissement étranger un autre jour, ou encore priorité aux investisseurs nationaux une autre fois.

Le nouveau ministre de l'Industrie semble avoir ramené la question du développement industriel du pays à sa dimension réelle :

1) Ne pas faire table rase de l'existant quitte à couper les feuilles mortes.

2) Revitaliser les meilleures entreprises publiques.

3) Soutenir l'entreprise privée en lui facilitant les conditions de production et en lui réunissant les facteurs coopérants.

4) «Rationaliser» la politique de l'Etat vis-à-vis de l'investissement direct étranger.

D'abord au forum d'El-Moudjahid, puis au cours d'une émission télévisée, le ministre de l'Industrie, M. Benmeradi, a eu à clarifier la nouvelle politique industrielle que le gouvernement veut mettre en application. Le ministre a commencé par souligner : «Le soutien de la croissance économique par la dépense publique a atteint ses limites... Désormais, c'est aux entreprises qu'il appartient de fabriquer de la croissance.» Dans le jargon des économistes, nous retrouvons dans la bouche du ministre, les constats que nous avons eu à faire en plusieurs occasions sur «les limites de la relance par la demande et la nécessité d'une politique de l'offre». Mais faudrait-il peut-être nuancer ici quelque peu les évaluations un peu sévères du ministre. M. Benmeradi a en effet déclaré : «Les intenses programmes de relance et de soutien à la croissance depuis 1999 par le gouvernement n'ont permis d'établir qu'une illusion de croissance.» Il nous faut, avons-nous dit, nuancer quelque peu cette évaluation : la croissance économique hors

hydrocarbures a été, ces dernières années, de +6%. De plus, il faut bien comprendre que ces programmes sont, comme leur nom l'indique, des programmes de soutien à la croissance. Ils créent de la croissance mais il faut surtout les lire et les évaluer en tant que mise en place de conditions propices à une forte croissance, des conditions qui préparent à une croissance durable et de bonne qualité. De même, le ministre de l'Industrie a-t-il rappelé que «la croissance ne pouvait provenir de la seule dépense publique et que l'investissement, notamment privé, devait prendre le relais». Rappelez-vous, nous retrouvons ici le débat que nous avons tenté d'amorcer sur les moteurs de la croissance : il faut allumer les moteurs de l'investissement, des exportations et de la consommation, avons-nous écrit.

## Comment remettre le tissu industriel national en ordre de bataille ?

D'abord un constat : l'Algérie dispose d'un tissu industriel non négligeable, fait surtout d'entreprises publiques et au sein duquel émergent des entreprises privées dignes d'intérêt.

## Que propose le ministre ?

S'agissant du secteur industriel public et face aux échecs répétés des programmes de privatisation, de cession à des repreneurs privés des entreprises qui le constituent, le ministre propose d'en reconfigurer le périmètre. Qu'est-ce que cela veut dire ? Les entreprises publiques qui s'inscrivent directement dans le champ des plans de relance financés par l'Etat et qui peuvent donc bénéficier des importants contrats de réalisation des différents porte-feuilles de projets doivent être remises en ordre de marche. Comment ? Le ministre a présenté un programme d'action en trois volets :

1) Poursuivre l'assainissement financier des entreprises publiques qui ont un marché et engager leur réorganisation, ouvrir leur capital à des partenaires étrangers, champions dans les activités concernées. Le ministre cite, par exemple, les cimenteries qui sont en pleine dynamique de revitalisation. Il cite aussi l'industrie du médicament qui dispose d'un immense marché national et pour laquelle l'Etat relance l'entreprise Saidal. Il cite enfin l'industrie mécanique pour laquelle l'assainissement financier n'est qu'une préparation à l'ouverture de son capital à des champions mondiaux du secteur pour un partenariat gagnant-gagnant. Renault, Volkswagen, Daimler. Le ministre rappelle par là que les programmes de relance financés par l'Etat profiteront pleinement aux entreprises nationales et non pas aux importations pour peu que l'Etat les aide à se préparer

à la bataille. Le multiplicateur qui joue plus à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays n'est pas une fatalité que véhiculent les politiques keynésiennes de relance. Le ministre rappelle à juste titre que «les programmes de réhabilitation lancés par l'Etat au profit des entreprises publiques à fort potentiel ont permis le retour de ces dernières sur le marché». De même, les mesures de «préférence nationale» prises dernièrement par l'Etat (préférences accordées aux entreprises nationales publiques et privées, obligation faite aux entreprises étrangères qui décrochent des marchés publics d'associer une ou des entreprises nationales...) ont pour objectif de réendogénéiser le multiplicateur.

2) Le second volet de la remise en ordre de bataille de l'industrie nationale selon le ministre touche à trois types d'actions :

- Le soutien de l'Etat aux industries structurantes : mécanique, pharmacie, TIC, cimenterie.

B - Le développement par l'Etat de la recherche-innovation. Dans ce cadre un projet de loi sur l'innovation est en préparation de même qu'un projet de création d'une agence nationale de l'innovation. Enfin, l'Etat est sur le point de mettre en place des centres techniques industriels par branche dédiés à l'innovation et la promotion de la compétitivité. Les industries agroalimentaires, les industries mécaniques vont être les premières branches à créer ces centres.

C - La sous-traitance, cette activité sera développée notamment autour de l'industrie mécanique.

3) Le troisième axe de travail pour la relance de l'industrie nationale concerne les ressources humaines. «La réussite des entreprises dépendra de la qualification et de la motivation de leurs ressources humaines. Des grandes écoles ont été créées. D'autres vont l'être dans les domaines du management, de l'économie industrielle, de la gestion des entreprises. Dans le domaine technique et technologique, celui de l'informatique, des projets de grandes écoles sont en maturation.

## L'appui de l'Etat à la PMI

Dans la périphérie des grands ensembles industriels, l'Etat envisage d'apporter tout son appui à la création et au développement des PMI (sous-traitance). D'ailleurs, rappelle le ministre, la PME a été intégrée au ministère de l'Industrie qui va lancer un programme de mise à niveau d'une enveloppe financière de 380 milliards de dinars (2010-2014), soit près de 5 milliards de dollars répartis en aides et en bonification d'intérêts et qui va concerner 20 000 PME. L'Agence nationale de développement des PME (ANDPME) est en



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

charge de l'exécution du programme. En réponse aux inquiétudes des observateurs qui craignent un retour des sociétés nationales, des entreprises publiques, du tout Etat, le ministre de l'Industrie a tenu à préciser : «L'investissement sera tiré par le privé. L'investissement public tiré du budget de l'Etat ne peut être indéfiniment utilisé car la croissance est l'affaire des entreprises, pas du budget de l'Etat»... Inch'Allah.

1- Réhabilitation des entreprises industrielles publiques qui s'inscrivent dans la politique de substitution aux importations et notamment en priorité les branches mécaniques, pharmaceutiques, cimenterie et informatiques. Cette réhabilitation passe par l'assainissement financier mais surtout par l'ouverture du capital à des partenaires étrangers, champions dans ces filières.

2- Facilitation et soutien à l'investissement industriel privé dans le cadre d'une politique de préférence nationale et de gel (momentané ?) des accords de libre-échange signés par l'Algérie (Union européenne, Zale, UMA).

3- Mise à niveau et appui à l'innovation et à la formation de haut niveau.

4- Désengagement progressif de l'Etat de l'investissement productif et appel aux entreprises nationales (publiques et privées) pour «prendre le relais». C'est là une démarche pertinente et réaliste... En tout cas sur le papier... Il reste à espérer une volonté sans aucune hésitation ni permisivité pour sa concrétisation. En attendant, il nous est permis de rêver.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
http://www.lesoirdalgerie.com  
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com



Coup de froid entre Alger et Paris. En réaction à la décision française de durcir encore plus les conditions d'octroi de visas aux ressortissants algériens, l'Algérie réagit enfin. Notre pays va retirer de la circulation tous les véhicules de marque ...

Citroën Visa

Je cherche, je cherche, mais je ne le trouve pas. Aucune trace de ce communiqué ! J'en ai bien un de communiqué du ministère de la Santé. Celui-là est partout, disponible et accessible sur plusieurs supports. Vous avez sûrement dû lire hier mardi, dans vos journaux, l'avertissement lancé par Ould-Abbès qui a tenu à nous prévenir à grands cris contre le fait de regarder en face l'éclipse partielle du soleil. Que Si Djamel soit ici profondément remercié pour ce communiqué de la première urgence, les éclipses du soleil et les dégâts qu'elles provoquent en Algérie étant, comme tout le monde le sait, le fléau numéro un auquel doit faire face la santé chez nous. Par contre, mes recherches n'ont pas abouti à dénicher d'autres avertissements, d'autres communiqués. N'y aurait-il eu aucun message d'alerte s'agissant de l'éclipse totale de Digoxine, ce bêta-bloquant vital dans le traitement des patients atteints de pathologies cardiaques sévères ? Le ministère n'aurait-il pas été mis au courant que

les pharmacies des hôpitaux, sauf peut-être à de très très rares exceptions, ne disposent plus en stock d'un seul comprimé de ce médicament-là ? Pas trace non plus d'une alerte ministérielle concernant les produits anesthésiants, dont la raréfaction entraîne déjà la fermeture forcée de certains blocs opératoires du pays ? Et pas trace non plus des ravages que provoque en ce moment même, sur l'être humain, la leishmaniose. Evidemment, je comprends parfaitement que les malades cardiaques et les «en attente d'une opération chirurgicale urgente» ça soit moins important que le drame national de santé publique provoqué par des éclipses partielles du soleil, mais tout de même ! Entre deux éclipses solaires qui ont lieu souvent à des années... lumière les unes des autres, ça serait bien maintenant qu'on arrête de balancer des inepties comme celle qui consiste à affirmer qu'il n'y a pas de rupture de stocks dans les médicaments et produits vitaux. Barakat ! Des gens meurent ! Et ils n'ont ensuite que le soleil pour réchauffer leurs vieux os, dans les cimetières de ce vaste mouiroir qu'est devenue l'Algérie. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar, avec ou sans éclipse, continue.

H. L.

www.volkswagen.dz



CARAVANE  
AMAROK  
PICK-UP 4x4  
bientôt dans votre région



A partir de  
1 888 000 DA HT\*

AMAROK Pick-up 4x4 double cabine 2.0 L TDI 163CH, disponibilité immédiate.



Utilitaires

SOVAC | 0661 98 06 59 0661 98 31 71